

Les crédits

Par exemple, s'il est possible de négocier un retrait graduel, le Canada pourrait se retirer de l'OTAN en même temps que la Pologne se retire du Pacte de Varsovie. En cas de désescalade graduelle, nous agirions comme si nous étions en train de jouer une partie de bridge. Nous jouerions notre atout au moment opportun. Nous ne commencerions pas la partie en mettant tout de suite cartes sur table. Nous attendrions le moment propice.

C'est le changement que nous avons apporté à notre politique. Au lieu de nous retirer immédiatement de l'OTAN, nous attendrions le bon moment. Notre but reste toutefois le même: nous retirer de l'OTAN au moment le plus opportun.

[Français]

M. Desjardins: Monsieur le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'attention le discours du député, ainsi que les remarques du député de Lotbinière (M. Tremblay), et je pense que les députés ici sont très heureux d'entendre un député du NPD nous exposer une position claire de son parti sur l'OTAN. Cela fait longtemps que nous désirions connaître la position. Je tiens à dire au député qu'il y a deux ans, j'étais à Bruxelles et je rencontrais, avec des députés, lord Carrington. J'ai posé la question à lord Carrington, à l'époque, à savoir quelles seraient les conséquences pour l'Europe et pour le Canada d'un retrait du Canada de l'OTAN, et lord Carrington m'a répondu: Ce serait une catastrophe, autant pour l'Europe que pour votre pays.

Alors, je demande ceci au député. Ne conçoit-il pas ou n'est-il pas d'accord pour dire qu'un retrait éventuel du Canada des forces de l'OTAN serait un repli sur soi inacceptable, et que ce serait pour le Canada se réfugier dans une position intenable, où nous serions très exposés sur le plan économique, et géographique éventuellement, à une position de solitude, et que l'on pourrait payer très cher ce repli sur soi?

Ma deuxième question porte sur la politique de son parti sur la défense nationale. Son propre chef a déjà dit qu'un gouvernement futur, hypothétique, et je souhaite que jamais ce pays ne le connaisse, qu'un gouvernement du NPD maintiendrait les mêmes sommes allouées à la défense nationale, qu'il ne ferait pas de coupures au budget, mais qu'on utiliserait ces sommes d'argent de façon différente. J'aimerais connaître du député, d'abord sa position concernant le budget que le pays devra accorder à la défense nationale; deuxièmement, sa position

vis-à-vis de la situation délicate dans laquelle pourrait se retrouver le Canada comme pays si ce dernier se retirait de l'OTAN.

[Traduction]

M. de Jong: Monsieur le Président, je remercie le député pour sa question. Tout d'abord, au sujet de l'OTAN, n'oublions pas que c'est un ministre de la Défense conservateur, l'honorable Eric Nielsen, qui est allé à Washington et en Europe lancer l'idée que peut-être les troupes canadiennes devraient être rapatriées. C'était une idée conservatrice. Le représentant américain de l'époque, M. Weinberger, a dit: «Oui, c'est une proposition intéressante. Je crois que nous serions de votre côté dans cette affaire. Pourquoi n'allez-vous pas voir ce que les Européens en pensent?»

Évidemment, M. Nielsen est allé chez les Européens qui se sont écrié: «Horreur sans nom, vous ne pouvez pas nous faire cela.»

Nous dépensons environ un milliard de dollars pour le maintien de nos troupes en Europe, mais du point de vue stratégique, elles sont une quantité négligeable. Que ce soit bien clair. Les troupes canadiennes stationnées en Europe n'ont absolument aucune importance stratégique. Lorsque M. Nielsen était ministre de la Défense, il l'a admis. Tout le monde l'admet. Il s'agit d'une question politique. Pourquoi les Européens veulent-ils des troupes canadiennes en Europe? C'est parce que si les troupes canadiennes sont rapatriées, les Américains pourraient décider de faire de même. Les Européens veulent les troupes américaines chez eux parce que, si un conflit éclate, les États-Unis seront automatiquement partie dans ce conflit. Si les Américains n'ont pas de troupes en Europe, il est concevable qu'ils ne prennent pas automatiquement part aux hostilités. C'est la raison politique qui justifie la présence de troupes canadiennes en Europe. C'est une affaire politique.

• (1050)

Mais nous voyons le gouvernement conservateur réduire les troupes canadiennes au Canada en fermant des bases d'où les troupes conduisent des opérations aériennes et maritimes de sauvetage. Il réduit sa présence militaire au Canada même, mais il maintient les troupes stationnées en Europe. Si le gouvernement entend maintenir nos troupes en Europe, il devrait au moins exiger quelque chose comme un milliard de dollars des Européens. Ceux-ci ont les moyens de payer pour leur propre défense. Si nous devons nous faire mercenaires en Euro-